

La faim – le scandale de notre siècle

Destruction massive : géopolitique de la faim, de Jean Ziegler

Jean Ziegler, rapporteur spécial à l'Organisation des Nations unies (ONU) pour le droit à l'alimentation de 2001 à 2008 et membre du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, s'indigne de la mort par la faim de dizaines de millions d'humains chaque année. Cette situation constitue, selon Ziegler, le scandale de notre siècle. Bien que l'agriculture mondiale puisse nourrir deux fois la population actuelle, un enfant de moins de dix ans meurt de faim toutes les cinq secondes¹. Par conséquent, avec les moyens dont nous disposons, « un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné » (p. 13). Parmi les droits humains, le droit à l'alimentation est certainement, selon Ziegler, celui qui est le plus constamment et le plus massivement violé sur notre planète.

La faim augmente dans le monde

Début 2011, les prix des aliments de base sur le marché mondial ont explosé une nouvelle fois et, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 80 pays se trouvaient au bord de l'insécurité alimentaire en février 2011. Le nombre de victimes de la faim a augmenté de manière catastrophique depuis 2005, avec la plus forte hausse enregistrée entre 2006 et 2009, alors que de bonnes récoltes de céréales avaient été stockées. L'Asie compte, en chiffres absolus, le plus d'affamés, et l'Afrique subsaharienne le pourcentage de personnes sous-alimentées le plus élevé, avec 30 % en 2010. Mais même les pays industrialisés ne sont pas épargnés avec neuf millions de personnes sous-alimentées en permanence.

Grâce à des années d'expérience auprès de l'ONU dans ce dossier, Ziegler, dans son dernier livre *Destruction massive : géopolitique de la faim*, montre en détail l'ampleur du désastre de la faim et analyse les raisons provoquant chaque année la mort de malnutrition de 36 millions de personnes. Sans s'apitoyer, il décrit les différents visages de la faim, les souffrances dont il a été témoin partout dans le monde et identifie sans indulgence les ennemis du droit à l'alimentation.

Un dogme absurde

Les personnes les plus exposées à la faim sont celles vivant le plus près des terres cultivables : les pauvres ruraux. Nombre d'entre eux n'ont pas les moyens de produire leur propre alimentation, sont des

travailleurs migrants et, souvent, ils n'ont pas accès à la terre. S'ils ont des terres, ils ne jouissent pas de titres de propriété suffisamment solides ou la qualité de celles-ci est insuffisante. Les autres sont les miséreux des villes, concentrés dans les bidonvilles qui entourent les mégapoles des pays du Sud.

Les causes et les responsabilités à l'origine de la situation sont nombreuses. La politique agricole mondiale, en particulier la question de la sécurité alimentaire, est déterminée par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Selon Ziegler, le FMI et l'OMC ont depuis toujours été les ennemis les plus déterminés des droits économiques, sociaux et culturels, et notamment du droit à l'alimentation. « Sur un même ring de boxe sont réunis Mike Tyson, le champion du monde en titre des poids lourds, et un chômeur bengali sous-alimenté. L'arbitre impartial, c'est le marché. L'absurdité du dogme saute aux yeux. » (p. 177)

L'emprise de l'agroalimentaire

L'année dernière, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont versé 349 milliards de dollars à titre de subsides à la production et à l'exportation à leurs paysans. Le dumping agricole des pays industrialisés a pour résultat que sur n'importe quel marché africain, on peut maintenant acheter des fruits, des poulets et des légumes français, grecs, portugais, allemands, etc. Et ceci à la moitié ou au tiers du prix du produit local équivalent. Les paysans locaux n'ont pas la moindre chance de vendre leurs produits à des prix compétitifs. Ajoutons à cela que la dette extérieure des pays les plus pauvres rend impossible les investissements dans l'agriculture de subsistance. L'OMC est un club d'États riches et peu de pays pauvres contestent ouvertement sa stratégie en matière de commerce agricole, car ils dépendent des aides au développement, des capitaux et des crédits d'infrastructure.

Aussitôt après la crise alimentaire de 2008, nombre de pays à forte densité de population, comme la Chine et l'Inde, ou des pays riches en capital mais pauvres en terre, comme les pays du Golfe, ont commencé à acheter ou à louer des terres à grande échelle dans d'autres pays afin de s'approvisionner en nourriture. Dans la plupart des cas, les familles qui vivaient sur ces terres sont expulsées



© Carole Reckinger

et la promesse d'une juste compensation reste lettre morte. Cependant, avec l'expulsion des petits paysans, la sécurité alimentaire de milliers de personnes est mise en danger, car ils n'ont plus le moyen de produire leur propre alimentation. À leur place, les compagnies agroalimentaires implantent des monocultures de plantes hybrides (ne pouvant pas être semées à nouveau l'année suivante) ou génétiquement modifiées, cultivées sur la base de systèmes agroindustriels et destinées aux marchés occidentaux.

Les deux cent premières sociétés de l'agroalimentaire contrôlent environ un quart des ressources productives mondiales. La puissance planétaire de ces sociétés est supérieure à celle des États nationaux et de toutes les organisations interétatiques. Les géants agroalimentaires ne contrôlent pas seulement le commerce des aliments et la formation des prix de ceux-ci, mais également les secteurs sentinelles de l'agroindustrie, notamment les semences, les pesticides, les engrais, le transport et le stockage.

La spéculation accélère l'envolée des prix

De plus, après le krach financier de 2008, les grands fonds d'investissement ont migré sur les marchés alimentaires, essentiellement des aliments de base comme le riz, le maïs ou le blé. La spéculation n'est pas à l'origine de la montée des prix, mais, par son intervention, elle accélère le mouvement. Ziegler compare les spéculateurs en biens alimentaires agissant à la Bourse au requin-tigre. « Lui aussi est capable de détecter ses victimes à des dizaines de kilomètres et de les anéantir en un instant. Tout en satisfaisant sa voracité, autrement dit en réalisant de faramineux profits. » (p. 287) L'explosion des denrées alourdit le travail des agences d'aide comme le Programme alimentaire mondial (PAM) pour subvenir aux besoins des populations victimes de sous-alimentation. À cause de la réduction des contributions des États, leurs budgets ont été réduits à leur tour. Depuis 2005, les contributions en nature fournies par le gouvernement de Washington, fournissant environ 60 % des contributions au PAM, ont chuté d'environ 80 % (p. 202). De plus, les agrocarburants soustraient les terres fertiles et des plantes nourricières à l'alimentation humaine. La production

mondiale des agrocarburants a doublé au cours des cinq dernières années. Pour fabriquer 50 litres de bioéthanol, il faut détruire 358 kilogrammes de maïs. « Brûler des millions de tonnes de nourriture sur une planète où toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim est évidemment révoltant » (p. 259).

La volonté des États

Selon Ziegler, il est devenu évident que la faim est le fait des actions des hommes et, pour cette raison, peut être vaincue par les hommes. Les instances internationales et les parlements devraient imposer la priorité du droit à l'alimentation, interdire la spéculation boursière sur les aliments de base, prohiber la fabrication à grande échelle d'agrocarburants à partir de plantes nourricières et briser le cartel planétaire des agroindustries. La FAO estime que moyennant un investissement de 44 milliards de dollars dans l'agriculture vivrière des pays du Sud pendant cinq ans, le premier des Objectifs du millénaire pour le développement pourrait être atteint (p. 79). Des solutions existent et les armes pour les imposer sont disponibles, mais ce qui manque surtout, c'est la volonté des États. Pour Ziegler, « les paysans africains – ou équatoriens ou mongols – ne sont pas moins fûtés, compétents ou travailleurs que leurs homologues français ou italiens. Mais ils manquent de moyens. Pour que la faim cesse, il faut investir dans l'agriculture de subsistance ; désendetter les pays pauvres et les mettre en condition d'acheter des semences, des tracteurs, des engrais, des animaux de traction, dans l'irrigation, dans l'ouverture des marchés locaux, etc., avec l'aide de la Banque mondiale, qui est quand même là pour aider les pauvres, pas les multinationales à s'enrichir, bon sang² ». ♦

Carole Reckinger

¹ Les chiffres de cet article sont de : Jean Ziegler, *Destruction massive : géopolitique de la faim*, Éditions du Seuil, octobre 2011. Les paginations se réfèrent à cet ouvrage.

² www.courrierinternational.com/article/2011/10/18/un-enfant-qui-meurt-de-faim-est-un-enfant-assassine